

BAROMETRE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

■ ■ ■ **3 premiers trimestres 2017** : le stock d'entreprises actives à Paris est en hausse de 2,7 % par rapport à 2016 tandis que les immatriculations au RCS (auto-entrepreneurs inclus) marquent une hausse de 0,6 % ; En matière de procédures collectives, les règlements amiables (ouvertures de mandats ad hoc et de conciliation) stagnent avec une forte hausse des emplois salariés concernés (+ 79 %) ; les ouvertures de sauvegarde augmentent de 11 % ; les ouvertures de redressement judiciaire diminuent, elles, de 9 %. Le nombre d'emplois concernés par ces deux procédures cumulées est en augmentation (+ 4,6%) ; les jugements d'ouverture de liquidation judiciaire sont en baisse (- 5 %) ; En matière contentieuse, le volume de jugements prononcés diminue de 4 % ; les ordonnances d'injonction de payer sont en baisse de 8 % ; les ordonnances de référé diminuent de 10 % ; enfin, le taux de réussite des conciliations enregistre une augmentation (22,7 %) par rapport à la même période de l'année précédente (21 %) ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

401 334 entreprises en activité au 30 septembre 2017

Au 30 septembre 2017, le stock d'entreprises actives (401 334) enregistre une hausse de 2,7 %, avec 10 523 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 30 septembre 2016.

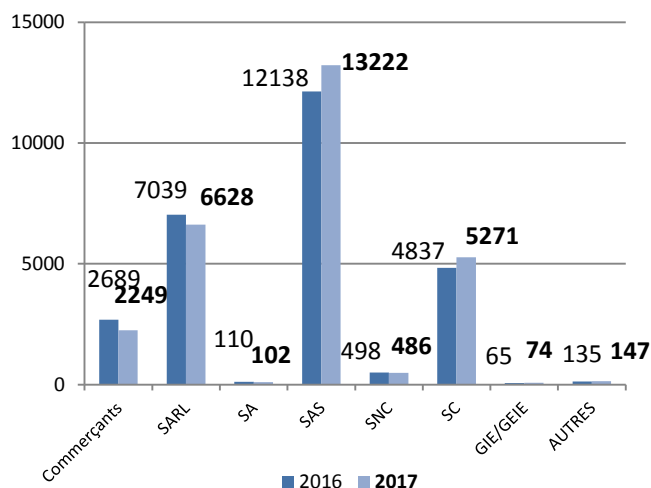
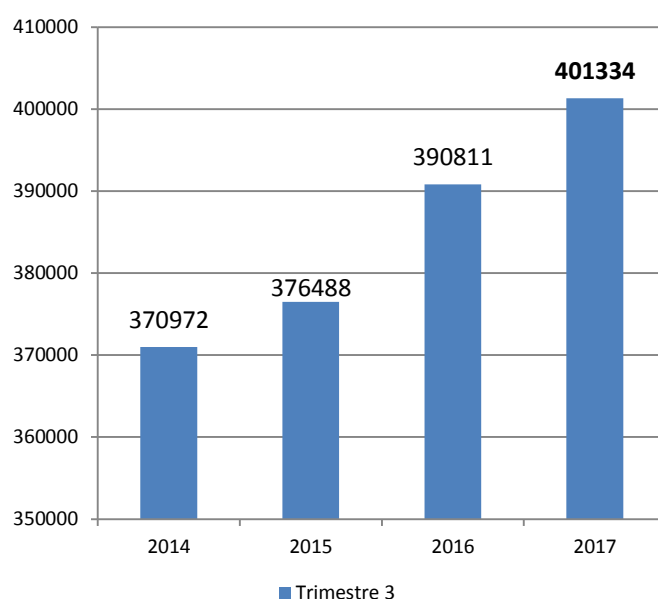
Immatriculations d'entreprises

Au 30 septembre 2017, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 26 611 nouvelles entreprises, soit une hausse de 0,6 % par rapport à 2016. Parmi ces immatriculations, on dénombre 1922 auto-entrepreneurs.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

68,8 % des nouveaux dirigeants sont des hommes, 22,5 % sont des femmes, 8,7 % sont des personnes morales.

Stock des entreprises



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

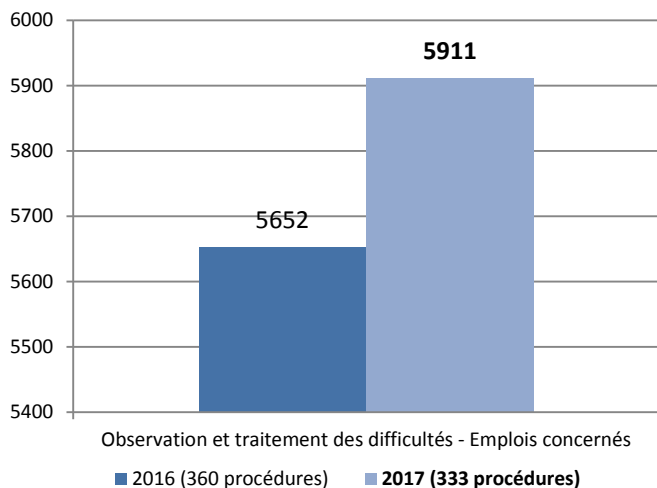
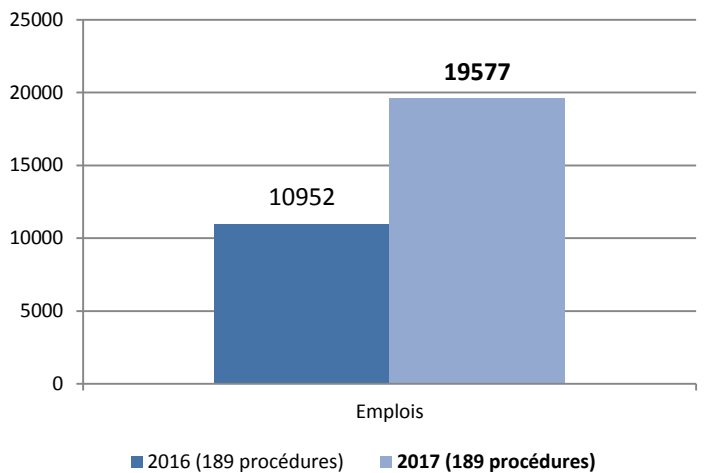
71 % des immatriculations concernent des entreprises commerciales (pour celles-ci sont notamment recensées : 23,5 % de SARL, 46,9 % de SAS, 0,4 % de SA) ; 8 % sont des commerçants, des EIRL et des auto-entrepreneurs. Les sociétés civiles représentent 18,7 % des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 2,6 % des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc. Le nombre d'immatriculations de SAS est en augmentation constante depuis plusieurs années, au détriment des immatriculations de SARL.

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 1380 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts au cours des 3 premiers trimestres 2017, soit une baisse significative de 20,2 % par rapport à 2016.

Traitement préventif : 194 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal au 30 septembre 2017, soit 4 % de moins qu'en 2016. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 189 procédures, chiffre stable par rapport à 2016.

Emplois et passifs* : 19 577 emplois étaient concernés par ces procédures (+ 79 %). Le montant des passifs traités dans le cadre de celles-ci a porté sur 4 240 millions € contre 1684 millions € en 2016.



Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 40 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal au cours des 3 premiers trimestres 2017, contre 36 en 2016.

Redressements judiciaires : 293 procédures ont été ouvertes en 2017 (323 en 2016) sur la même période.

Emplois : 5911 salariés étaient concernés par ces procédures, en augmentation de 4,6 % par rapport à 2016.

Plans en cours : 939 plans (sauvegarde, continuation ou cession) étaient en cours d'exécution au 30 septembre 2017, contre 931 en 2016.

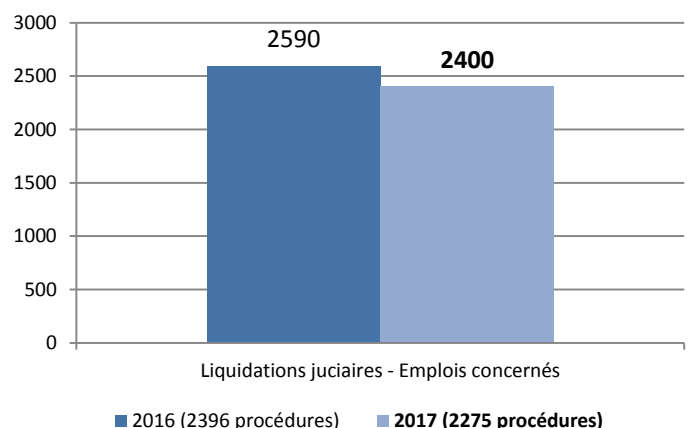
Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 2275 jugements d'ouverture ont été prononcés au cours des trois premiers trimestres 2017, en baisse par rapport à 2016 (- 5 %).

Emplois* : 2400 salariés étaient concernés (contre 2590 en 2016, - 7 %), soit en moyenne près d'un salarié par procédure.

Procédures en cours : 7 740 procédures étaient en cours devant le tribunal au 30 septembre 2017 (7410 en 2016).

2004 procédures ont été clôturées en 2017 (-19 % par rapport à 2016).



* Il s'agit des emplois/passifs déclarés ou connus

